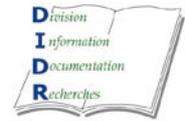


VENEZUELA



Etude

7 décembre 2016



La crise vénézuélienne

Facteurs, évolution, impacts sur les citoyens et l'appareil d'Etat

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Introduction | 3 |
| 1. Origines et facteurs de la crise | 3 |
| 1.1. La succession politique d'Hugo Chavez..... | 3 |
| 1.2. Une crise politique sur fond de crise économique..... | 3 |
| 1.2.1. La détérioration des principaux indicateurs économiques..... | 3 |
| 1.2.3. L'état d'urgence économique et l'état d'exception..... | 5 |
| 1.3. La fronde sociale | 5 |
| 1.3.1. Des mobilisations aux revendications multiples | 5 |
| 1.3.1. La répression des manifestations..... | 6 |
| 2. La crise politique et institutionnelle | 6 |
| 2.1. Affaiblissement des pouvoirs parlementaires..... | 6 |
| 2.2. Suspension du référendum révocatoire | 8 |
| 2.3. Blocage institutionnel..... | 9 |
| 3. Impact de la crise sur le fonctionnement de l'appareil d'Etat et la situation des droits de l'Homme | 10 |
| 3.1. Fonctionnement des services publics..... | 10 |
| 3.1.1. Dégradation catastrophique du système sanitaire | 10 |
| 3.1.2. Rationnement de l'électricité..... | 11 |
| 3.2. Aides étatiques | 11 |
| 3.3. Droits de l'Homme..... | 12 |
| Bibliographie | 13 |

Résumé : Origines et facteurs de la crise ; La crise politique et institutionnelle ; Impact de la crise sur le fonctionnement de l'appareil d'Etat et la situation des droits de l'Homme.

Abstract: Economic and political conflict drivers; Political and institutional crisis; Impact of the present crisis on public services and human rights.

Nota : les traductions des citations en langues étrangères sont assurées par la DIDR.

Introduction

La disparition d'Hugo Chavez en mars 2013, et l'élection de son successeur, Nicolas Maduro en avril 2013, ont ouvert une période d'instabilité politique et économique sans précédent. En février 2014, le gouvernement de Nicolas Maduro fait face à des manifestations de grande ampleur qui appellent à un changement de régime et dont la répression a fait de nombreux morts. Ces revendications interviennent sur fond de crise économique. Les effets conjugués de l'inflation, les pénuries, l'insécurité et l'incarcération de plusieurs figures de l'opposition ont exacerbé la fronde sociale. Dans un contexte de blocage institutionnel, l'issue de la crise politique et économique vénézuélienne semble incertaine.¹

1. Origines et facteurs de la crise

1.1. La succession politique d'Hugo Chavez

Depuis 1998, la légitimité de Chavez et de la révolution bolivarienne a été continuellement renouvelée par la voie électorale : le charisme de celui-ci, les effets bénéfiques des programmes sociaux et la croissance économique ont permis aux chavistes de se maintenir au pouvoir. Après le décès d'Hugo Chavez en 2013, il est apparu évident que l'omniprésence d'Hugo Chavez constituait une faiblesse inhérente au régime.² La mort de celui-ci a ouvert une période d'incertitude pour le Venezuela.³

Désigné par Hugo Chavez comme son successeur, Nicolas Maduro est arrivé au pouvoir dans des circonstances imprévues. Des élections anticipées ont été organisées.⁴ En avril 2013, Nicolas Maduro est devenu président en battant l'opposition d'une courte avance avec 50,7% des suffrages face au candidat d'opposition Henrique Capriles.⁵ L'élection a été contestée par l'opposition. En réalité, celle-ci n'a jamais accepté cette victoire.⁶ Si Nicolas Maduro s'inscrit dans la continuité du régime chaviste, il n'a pas le charisme de son prédécesseur.⁷ Dès 2014, l'opposition a appelé à la « sortie » (« *salida* »)⁸ de Nicolas Maduro.⁹

1.2. Une crise politique sur fond de crise économique

1.2.1. La détérioration des principaux indicateurs économiques

Excessivement dépendant des exportations de pétrole, le Venezuela a subi de plein fouet la crise économique mondiale.¹⁰ Le pays vit actuellement la plus grave crise économique de son histoire.¹¹ Le Venezuela connaît depuis 2014 une détérioration de ses principaux indicateurs économiques.¹²

¹ SARR M.L., doctorant au Centre d'études interaméricaines (CEI), Institut québécois des hautes études internationales, université Laval (Canada), 03/2015 ; LUDENA E.R., 26/03/2014, doctorant à l'Observatoire politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes (OPALC)/CERI, Institut d'études politiques de Paris ; NAGEL J.C., université Los Andes, Chili ; *Amnesty International* (AI), 10/06/2016.

² CEI, 11/2016. LOCKHART N.F. est un doctorant rattaché à l'Institut québécois des hautes études internationales de l'université Laval (Québec, Canada).

³ *International Crisis Group* (ICG), 16/05/2013 ; *Foreign Affairs*, 12/03/2013.

⁴ Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), 28/10/2016. Christophe Ventura est journaliste et chercheur spécialiste de l'Amérique Latine à l'IRIS.

⁵ Congressional Research Service (Etats-Unis), 22/08/2016 ; *France Culture*, 17/09/2016.

⁶ *Reuters*, 15/04/2013.

⁷ CEI, 11/2016.

⁸ Le terme est devenu le slogan des manifestations de l'opposition contre le président Maduro.

⁹ IRIS, 28/10/2016.

¹⁰ Moniteur du commerce international (MOCI), s.d.

¹¹ IRIS, 28/10/2016.

¹² ICG, 23/06/2016.

L'effondrement des cours du pétrole a provoqué une chute des recettes fiscales du pays, dont 50% proviennent du pétrole.¹³ Les exportations de barils de brut représentent 95% des revenus nationaux d'exportation.¹⁴ Les revenus liés au pétrole finançaient une large part des politiques sociales chavistes.¹⁵ La faiblesse persistante des prix pétroliers a réduit les marges de manœuvre du gouvernement et a rendu la menace d'un défaut de paiement sur la dette vénézuélienne de plus en plus crédible.¹⁶

En octobre 2016, la compagnie pétrolière étatique PDVSA (*Pétroléos de Venezuela*, qui représente 70% des revenus nationaux d'exportations) a obtenu de justesse un rééchelonnement du remboursement de sa dette jusqu'en 2020.¹⁷ Le Venezuela avait évité de justesse le défaut en 2015 grâce aux prêts accordés par la Chine.¹⁸ Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'économie vénézuélienne connaît son plus fort recul depuis 2009.¹⁹ **Le PIB a chuté de 10 % en 2015.** Selon le FMI, il devrait encore baisser de 8% pour l'année 2016. Le gouvernement ne publie presque plus de statistiques macroéconomiques.²⁰

Un système strict de contrôle des changes a été instauré pour limiter la fuite des capitaux. En février 2016, la réforme du système de change a dévalué fortement le bolivar, qui a perdu environ 92% de sa valeur au marché noir.²¹ A ces causes conjoncturelles s'ajoute l'accumulation de faiblesses structurelles²² qui rendent l'économie vénézuélienne particulièrement dépendante de l'extérieur (manque de devises, importations de substitution massives).²³ En dehors du pétrole, le Venezuela a perdu une grande partie de ses capacités de production et importe les trois-quarts des produits qu'il consomme. Les importations se font à des taux de change strictement fixés par l'Etat et son système de contrôle des prix.²⁴

L'hyperinflation, qui atteint **700%** en 2016, lamine le pouvoir d'achat des ménages.²⁵ Les salaires n'ont pas suivi la hausse de l'inflation.²⁶ A défaut d'indexation salariale sur l'inflation, la population vivant en dessous du seuil de pauvreté augmente significativement.²⁷

L'opposition accuse le gouvernement d'être responsable de la crise économique.²⁸ Le président Maduro renvoie la responsabilité sur les Etats-Unis et sur un complot des riches Vénézuéliens.²⁹

¹³ *Capital*, 16/02/2016.

¹⁴ *The Atlantic*, 05/07/2016 ; Stratfor, 01/09/2016.

¹⁵ *The Atlantic*, 05/07/2016.

¹⁶ MOCI, s.d.

¹⁷ *Les Echos*, 27/10/2016.

¹⁸ MOCI, s.d.

¹⁹ ARTE, 26/09/2016.

²⁰ *Capital*, 16/02/2016.

²¹ ARTE, 26/09/2016 ; *Capital*, 16/02/2016.

²² « *Les importations se substituent à la production domestique. L'objectif de « souveraineté alimentaire » affiché par le gouvernement instaure le contrôle des prix, des nationalisations, des distorsions sur les prix, des expropriations foncières et politiques hostiles à l'investissement privé, mesures qui ont miné la production de biens primaires (produits alimentaires par exemple) (...). Le gouvernement contrôle une partie significative de l'industrie alimentaire (via acquisitions, expropriations et accords bilatéraux), de la production alimentaire et la majorité du réseau de distribution. En 2008, la loi organique de sécurité et souveraineté agroalimentaire a déclaré l'ensemble de l'industrie « d'intérêt public ». » ICG, 30/06/2015.*

²³ ICG, 23/06/2016.

²⁴ ARTE, 26/09/2016 ; *Les Echos*, 26/05/2016 ; *Courrier International*, 17/10/2014.

²⁵ ICG, 23/06/2016 ; *The Economist*, 22/10/2016.

²⁶ MOCI, s.d.

²⁷ ICG, 23/06/2016.

²⁸ Centre d'études interaméricaines, 11/2016.

²⁹ *France Culture*, 06/06/2016.

1.2.3. L'état d'urgence économique et l'état d'exception

Le président Maduro, contraint d'opérer un resserrement de la politique budgétaire, a décrété en janvier 2016 « l'état d'urgence économique ». Se disant victime d'une « guerre économique », le gouvernement a procédé à des interventions médiatisées contre des entreprises et le trafic de contrebande en zone transfrontalière.³⁰

La raréfaction du dollar, dont les réserves sont au plus bas, et les pénuries alimentaires font prospérer le marché noir. Les denrées alimentaires se raréfient.³¹ Du fait du marasme économique, les pénuries d'aliments et de médicaments ont fortement augmenté en 2016. Plus de 60% des produits de première nécessité font l'objet de pénuries.³² Selon une étude réalisée en 2015 par l'institut de sondage Datanálsis basé à Caracas, les habitants de cette agglomération passaient 5 heures (8 heures en 2016) par semaine à faire la queue pour obtenir de la nourriture.³³ Chaque Vénézuélien possède une carte personnelle sans laquelle il est impossible de se ravitailler. Les falsifications sont fréquentes.³⁴

Les Vénézuéliens les plus pauvres qui n'ont pas les moyens de s'approvisionner au marché noir sont les plus durement touchés par les pénuries.³⁵ Avec les difficultés économiques, le modèle chaviste de redistribution sociale est progressivement devenu impossible à soutenir. L'Etat n'a plus les moyens d'entretenir ses réseaux de clientèle ni de soutenir la base populaire de son électorat.³⁶

En mai 2016, Nicolas Maduro a décrété l'état d'exception, « afin d'avoir le pouvoir nécessaire pour renverser le coup d'Etat, la guerre économique, pour stabiliser [notre] pays socialement et pour affronter toutes les menaces internationales et nationales qu'il y a contre [notre] patrie en ce moment ». Il invoque des « menaces extérieures » pour s'octroyer plus de pouvoirs et étend de ce fait le pouvoir de l'armée.³⁷

Nicolas Maduro a prolongé le 15 novembre 2016 « l'état d'urgence économique » jusqu'en 2017. Il s'agit de la cinquième prolongation du décret d'urgence économique, qui a été systématiquement rejeté par le Parlement, mais déclaré constitutionnel par le Tribunal suprême de Justice (TSJ).³⁸ Il autorise le recours aux forces armées nationales bolivariennes (*Fuerzas Armadas nacionales Bolivarianas*, FANB) et aux organes de sécurité (Garde nationale bolivarienne, GNB et Milice nationale bolivarienne, MNB) pour la distribution et le ravitaillement de biens de première nécessité.³⁹

1.3. La fronde sociale

1.3.1. Des mobilisations aux revendications multiples

Les premières manifestations étudiantes ont lieu dans la ville de San Cristobal dans l'Etat de Táchira en février 2014. Elles dénonçaient initialement l'insécurité dans les campus suite au viol d'une étudiante de l'université, avant que la liberté d'expression, l'inflation,

³⁰ MOCI, s.d.

³¹ ARTE, 26/09/2016.

³² *Capital*, 16/02/2016.

³³ BBC, 19/08/2015 ; BBC, 14/05/2015 ; *La Nación*, 12/07/2016.

³⁴ *La Nación*, 12/07/2016.

³⁵ ARTE, 26/09/2016.

³⁶ Conférence de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), 15/06/2016. Georges Couffignal est un professeur émérite de l'Université Sorbonne-Nouvelle et directeur de l'Institut des hautes études de l'Amérique Latine (IHEAL).

³⁷ ARTE, 26/09/2016.

³⁸ Chronique « L'actualité des Amériques », CEI, 15/11/2016.

³⁹ RTVE, 31/05/2015 ; *Globovision*, 08/11/2016.

et les pénuries deviennent un point central des revendications.⁴⁰ Ces manifestations se sont ensuite étendues à Caracas.

Des mouvements de médecins, d'universitaires, des journalistes (contre la pénurie sélective de papier pour certains journaux puis contre la censure), des partis politiques (pro- et antigouvernementaux), des travailleurs du secteur pétrolier (proches du gouvernement et critiques des manifestations) se sont agrégés à ces manifestations. Les groupes les moins encadrés bloquent les axes principaux des grandes villes.⁴¹

Ces mobilisations ont attiré des personnes non affiliées aux partis politiques.⁴² La dégradation constante de l'économie et des conditions de vie matérielles a atteint un point critique. Les secteurs populaires qui constituent la base du chavisme ont subi de plein fouet les effets de la crise économique.⁴³ La pénurie d'aliments, les pillages, les violences urbaines, le manque d'électricité et la restriction des droits politiques constituent d'autres sujets de récriminations.⁴⁴

La détention des nombreuses figures de l'opposition a exacerbé le mécontentement.⁴⁵ Les efforts déployés par Maduro pour résister à l'organisation d'un référendum révocatoire ont également déclenché des vagues de protestation.⁴⁶

1.3.1. La répression des manifestations

Les manifestations de 2014 ont été durement réprimées. Les effectifs de la Police nationale bolivarienne (PNB) et de la Garde nationale bolivarienne (GNB) ont été déployés contre les manifestants.⁴⁷ Depuis le début de la crise, la répression des forces de sécurité s'est durcie.⁴⁸ L'ONG *Human Rights Watch* (HRW) a dénoncé de graves atteintes aux droits de l'Homme.⁴⁹

En février 2015, soit un an après le début des manifestations, la répression policière a causé 43 morts et 870 blessés. A l'issue de ces manifestations, les forces de sécurité ont procédé à de nombreuses arrestations politiques, comme celle de Leopoldo Lopez, dirigeant du parti *Voluntad Popular*, et celle d'Antonio Ledezma, maire de Caracas, placé en détention provisoire et accusé de préparer un coup d'Etat contre le pouvoir en place.⁵⁰ Ces manifestations de rue ont connu un degré de violence rare pour le Venezuela où la polarisation politique ne dégénérait que rarement en affrontements mortels.⁵¹

2. La crise politique et institutionnelle

2.1. Affaiblissement des pouvoirs parlementaires

Les élections législatives de décembre 2015 ont porté l'opposition au pouvoir.⁵² Nicolas Maduro a immédiatement reconnu la victoire électorale de la coalition d'opposition, *Mesa*

⁴⁰ CEI, 03/2015.

⁴¹ OPALC/CERI, 26/03/2014. Ludena L.R. est un doctorant rattaché au CERI.

⁴² opalc/CERI, 26/03/2014.

⁴³ IRIS, 28/10/2016.

⁴⁴ ICG, 23/06/2016.

⁴⁵ ARTE, 26/09/2016.

⁴⁶ MOCI, s.d.

⁴⁷ ICG, 23/06/2016.

⁴⁸ OPALC/CERI, 26/03/2014.

⁴⁹ *Human Rights Watch* (HRW), 31/10/2016.

⁵⁰ Centre d'Etudes Interaméricaines, 03/2015.

⁵¹ OPALC/CERI, 26/03/2014.

⁵² MOCI, s.d.

de la *Unidad Democrática* (MUD), qui rassemble notamment le parti de l'ancien candidat à la présidentielle Henrique Capriles *Primer Justicia* (33 députés élus), le parti *Accion Democrática* (25 députés élus), le parti *Un Nuevo Tiempo* (21 députés élus), le parti de Leopoldo Lopez *Voluntad Popular* (14 députés élus), la figure d'opposition Maria Corina Machado ainsi que d'autres groupes d'opposition.⁵³ Pour la première fois depuis plus de seize ans, l'issue du scrutin ouvrait une possibilité de cohabitation entre le *Partido Socialista Unido de Venezuela* (PSUV) détenant la présidence de la république et l'opposition.⁵⁴ L'opposition, qui a remporté 112 des 167 sièges de députés, disposait de la majorité absolue.⁵⁵

L'opposition s'est installée au Parlement le 5 janvier 2016. Elle a rapidement annoncé ses priorités en vue d'une « transition démocratique » : la tenue d'un référendum révocatoire, l'organisation d'élections anticipées et une loi d'amnistie pour les prisonniers politiques.⁵⁶

La confrontation entre le gouvernement et l'opposition est rapidement survenue après les élections. Le gouvernement a choisi la confrontation en utilisant son contrôle du pouvoir judiciaire et fédéral (supposément autonomes) pour neutraliser le pouvoir parlementaire désormais contrôlé par l'opposition.⁵⁷

La MUD a engagé diverses procédures pour provoquer le départ anticipé du président Maduro. Ces procédures n'ont que peu de chances d'aboutir dans un système institutionnel verrouillé par le gouvernement. La Constitution ne prévoit pas de procédure de destitution. Pour espérer obtenir la destitution du président, l'opposition pouvait recourir au référendum révocatoire ou à la réforme constitutionnelle, qui doit être votée par les deux tiers des parlementaires soit 112 députés, le nombre exact de députés d'opposition. En raison d'allégations de fraudes dans l'Etat d'Amazonas, le Tribunal Suprême de Justice (TSJ) a suspendu la proclamation de trois élus de cet Etat, trois représentants de la MUD, **faisant perdre à l'opposition la majorité parlementaire qualifiée nécessaire à une réforme constitutionnelle.**⁵⁸

Après la décision du TSJ imposant la retraite anticipée et forcée de 13 juges en octobre 2015, et à la suite de la nomination immédiate de leurs remplaçants, l'Assemblée nationale a considéré que les décisions du TSJ n'étaient plus impartiales. Cet affrontement entre les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif a déclenché un conflit institutionnel. **Le gouvernement a déclaré que l'Assemblée nationale était devenue illégitime** au moment où elle a décidé de ne pas se conformer à la décision judiciaire de la suspension provisoire des élus de l'Etat d'Amazonas. Ses décisions sont considérées par le gouvernement comme sans valeur. Pour cette même raison, le gouvernement a décidé d'interrompre ses transferts de fonds vers l'Assemblée.⁵⁹

Rapidement après la victoire de l'opposition aux élections législatives, le TSJ a déclaré inconstitutionnelles cinq des premières lois adoptées par l'Assemblée nationale (dont l'amnistie des prisonniers politiques, la réforme du TSJ et de la Banque centrale). **Le TSJ a restreint les pouvoirs parlementaires** en accordant, notamment, un droit de veto à l'exécutif. L'Assemblée a déclaré qu'elle ignorerait cette décision.⁶⁰

⁵³ *El Pais*, 07/12/2015.

⁵⁴ ICG, 23/06/2016.

⁵⁵ Soit une majorité aux trois cinquièmes. *Le Monde*, 26/10/2016 ; *France Culture*, 06/06/2016.

⁵⁶ ICG, 23/06/2016.

⁵⁷ ICG, 23/06/2016.

⁵⁸ Centre d'Etudes Interaméricaines, 11/2016 ; Congressional Research Service, 22/08/2016.

⁵⁹ CEI, 11/2016 ; *Europapress*, 07/09/2016.

⁶⁰ ICG, 28/06/2016. La limitation des débats parlementaires

2.2. Suspension du référendum révocatoire

La réforme constitutionnelle étant bloquée, l'opposition s'est penchée sur l'éventualité du référendum révocatoire.⁶¹ Le président a d'emblée annoncé que l'opposition ne pourrait organiser le référendum révocatoire avant le **10 janvier 2017**, sans fournir de justifications légales à ses propos.⁶² La MUD a en effet jusqu'au 10 janvier pour obtenir l'organisation d'un référendum révocatoire et provoquer des élections anticipées. S'il se tient après cette date, et que le président est révoqué, il pourra être remplacé par son vice-président. Ce qui est en jeu, c'est un possible changement de modèle après 18 ans de socialisme.⁶³

La première étape du processus référendaire, qui exige la récolte de signature d'au moins 1% du corps électoral, a été franchie en mai.⁶⁴ Le 2 mai 2016, l'opposition annonçait avoir récolté plus 1,85 million de signatures pour solliciter l'organisation d'un référendum révocatoire.⁶⁵ Le Conseil national électoral (CNE) avait 5 jours à compter de la remise des signatures pour statuer sur leur validité. Les autorités électorales ont prolongé ce délai d'un mois avant d'invalider plus de 600 000 signatures pour irrégularités et fraudes.⁶⁶ Les autorités électorales ont ensuite ajouté 5 nouvelles procédures de vérification des signatures.⁶⁷ Depuis, **le CNE a systématiquement introduit de nouvelles étapes de procédure et repoussé l'organisation du référendum.** L'opposition a dénoncé des manœuvres d'obstruction qui favorisent le maintien au pouvoir du président en exercice.⁶⁸

Des manifestations ont été organisées en mai et en juin 2016 pour exiger le respect des délais d'examen des signatures remises au CNE. Le 18 mai, des représentants de la MUD sont venus remettre aux autorités électorales une lettre exigeant le respect du calendrier procédural. Des violences ont opposé des manifestants aux forces de sécurité (Police nationale bolivarienne, PNB, et Garde nationale bolivarienne, GNB) qui protégeaient l'accès au siège du CNE. Des organisations des droits de l'Homme ont rapporté des cas d'arrestations, de détention et de torture à l'issue des manifestations. Le 9 juin, les manifestants ont été attaqués par des partisans du gouvernement (les « *colectivos* » chavistes) avec le soutien de la GNB.⁶⁹

En août 2016, les autorités électorales ont donné un calendrier qui rend quasiment impossible l'organisation d'un référendum révocatoire avant la fin de l'année 2016. Le parti au pouvoir éviterait ainsi d'éventuelles élections anticipées.⁷⁰ La rectrice du CNE, Tibisey Lucena, a ainsi annoncé en août que 20% des signatures du corps électoral ne pourront être récoltées avant fin octobre, rendant *de facto* impossible le respect des délais d'organisation d'un référendum avant la fin de l'année 2016.⁷¹ Quatre des cinq membres du conseil électoral sont des fidèles du gouvernement.⁷²

La MUD a appelé à nouveau les Vénézuéliens à manifester massivement contre la décision du CNE le 1^{er} septembre 2016. Connues sous le nom de « prise de Caracas » (« *toma de Caracas* ») les manifestations du 1^{er} septembre ont rassemblé entre 950 000

⁶¹ CEI, 11/2016 ; *La Nación*, 19/11/2016.

⁶² ICG, 28/06/2016.

⁶³ *France Culture*, 17/09/2016.

⁶⁴ RFI, 27/10/2016.

⁶⁵ ARTE, 26/09/2016.

⁶⁶ ICG, 23/06/2016.

⁶⁷ *El Nacional*, 20/05/2016.

⁶⁸ *El Mundo*, 16/09/2016 ; *El Mundo*, 09/08/2016. ; *BBC*, 21/10/2016.

⁶⁹ *Efecto Cocuyo*, 26/05/2016 ; ICG, 26/06/2016 ; Foro Penal Venezolano, 19/05/2016 ; *El Nacional*, 26/05/2016.

⁷⁰ *France Culture*, 17/09/2016.

⁷¹ *El Mundo*, 09/08/2016.

⁷² ICG, 28/06/2016.

et 1,1 million de personnes, et a constitué "la plus importante mobilisation de ces dernières décennies", selon les leaders de l'opposition.⁷³

Le référendum révocatoire a été **suspendu le 20 octobre 2016**, ainsi que les élections prévues en décembre. L'opposition considère cette décision comme une rupture de l'ordre constitutionnel et un coup d'Etat.⁷⁴

2.3. Blocage institutionnel

Dénonçant un coup d'Etat, le Parlement a approuvé en octobre 2016 l'ouverture d'un procès en destitution contre le président Maduro, qui a dénoncé un « putsch parlementaire ».⁷⁵

L'exécutif et le législatif s'opposent frontalement. Le Tribunal suprême de justice et le Conseil national électoral, censés jouer les arbitres constitutionnels, sont largement acquis au gouvernement et sont donc jugés peu légitimes par une large partie de l'opposition. Chaque camp bataille avec ses armes : l'opposition grâce à la pression de la rue ; le pouvoir avec les outils institutionnels.⁷⁶ Les deux camps s'accusent mutuellement de coup d'Etat.⁷⁷

En l'absence de perspectives de sortie de crise, le gouvernement et l'opposition multiplient les appels à la grève générale. Les deux camps se livrent une guerre juridique d'interprétation de la Constitution et de l'application de ses dispositions. En 2015, le dialogue naissant avec l'opposition a été mis en suspens.⁷⁸ Selon Thomas Posado, docteur en sciences politiques de l'université Paris 8 et spécialiste du Venezuela : « *Le gouvernement semble vouloir se maintenir au pouvoir coûte que coûte en utilisant tous les outils institutionnels qui sont à sa disposition* ».⁷⁹

Les deux camps mobilisent la rue, les médias et les procédures institutionnelles judiciaires nationales et internationales pour affaiblir leurs adversaires politiques.⁸⁰ Le gouvernement et l'Assemblée annulent leurs décisions réciproques en les déclarant inconstitutionnelles ou inapplicables.⁸¹ L'exécutif s'emploie à faire échouer toute initiative de la majorité parlementaire à l'aide du juge constitutionnel. Selon Nicolas Lockhart, doctorant au Centre d'études interaméricaines (CEI) de l'université Laval (Québec), ce bras de fer entre les pouvoirs exécutif et législatif révèle une difficulté à s'entendre sur les règles de base du fonctionnement démocratique du pays.⁸²

Alors que le président Maduro a annoncé qu'il ne prévoyait pas d'amnistier les quelques 80 prisonniers politiques, et puisque les autorités refusent d'envisager une sortie du président en exercice par la voie d'un référendum révocatoire,⁸³ le scénario d'une sortie de crise et d'une transition politique négociées semble de plus en plus compromis. Les négociations, appuyées par l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et le Vatican, semblent de plus en plus difficiles. L'Organisation des Etats américains (OEA) considère l'annulation du référendum comme un point d'inflexion, tandis qu'au sein du Marché

⁷³ *France Culture*, 17/09/2016 ; *VICE News*, 01/09/2016.

⁷⁴ *Le Monde*, 26/10/2016.

⁷⁵ *Le Monde*, 26/10/2016 ; RFI, 27/10/2016.

⁷⁶ RFI, 27/10/2016.

⁷⁷ *Le Monde*, 26/10/2016.

⁷⁸ ICG, 30/07/2015.

⁷⁹ RFI, 27/10/2016.

⁸⁰ IRIS, 28/10/2016.

⁸¹ ICG, 23/06/2016.

⁸² CEI, 11/2016.

⁸³ *El Periodico*, 16/05/2016.

commun du Sud (MERCOSUR), l'état de la démocratie vénézuélienne est de plus en plus critiqué.⁸⁴

3. Impact de la crise sur le fonctionnement de l'appareil d'Etat et la situation des droits de l'Homme

3.1. Fonctionnement des services publics

Les services publics vénézuéliens sont en crise depuis de nombreuses années. Cette détérioration s'est accentuée à partir de 2014. Certains médias dénoncent l'apparition d'un « Etat failli ».⁸⁵

3.1.1. Dégradation catastrophique du système sanitaire

Le système public de santé est le secteur le plus touché. Face à la crise sanitaire qui frappe le pays, l'Assemblée nationale a sollicité l'aide humanitaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).⁸⁶ D'après HRW, en 2015, 44% de salles d'opération des hôpitaux n'étaient plus opérationnelles, et 94% des établissements publics de santé ne disposaient pas du matériel médico-sanitaire pour opérer convenablement. Selon la Fédération médicale, 90% des médicaments de base ne sont pas disponibles dans les hôpitaux.⁸⁷ Seulement 42 000 des 110 000 personnes souffrant du VIH/SIDA reçoivent actuellement des traitements antirétroviraux.⁸⁸ Début avril 2016, pour faire face à la pénurie de médicaments, des spécialistes de santé et l'ONG Caritas ont présenté au gouvernement un projet d'importation de médicaments issus de dons de l'étranger, que le gouvernement a refusé.⁸⁹

Depuis 2005, l'impossibilité d'accéder aux données épidémiologiques place le pays dans une situation d'omerta sur le plan sanitaire. Certaines maladies disparues ont ressurgi.⁹⁰ Les statistiques officielles indiquent une hausse de la mortalité infantile et maternelle comparativement aux années précédentes. Le taux de mortalité infantile pour le début de l'année 2016 était de 18,61 décès pour mille, un taux supérieur de 45% au taux affiché en 2013.⁹¹

Dans un contexte de crise sanitaire aigüe, les ONG locales et internationales se heurtent à la surveillance et au contrôle des autorités. Le gouvernement a ainsi accusé l'organisation vénézuélienne de défense des droits de l'Homme *Programa Venezolano de Educacion-Accion en Derechos Humanos* (PROVEA)⁹² d'être financée par des fonds étrangers. Les ONG rapportent de nombreux cas de menaces, de harcèlement et d'agressions à l'encontre des travailleurs humanitaires, une situation qui s'est aggravée depuis l'accession au pouvoir de Nicolas Maduro. Peu d'ONG étrangères ou internationales ont été autorisées à travailler dans le pays.⁹³

⁸⁴ CEI, 11/2016.

⁸⁵ *La Patilla*, 30/06/2014 ; *El Tiempo*, 08/04/2011 ; *Construyen Pais*, 18/04/2016.

⁸⁶ *Infobae*, 01/09/2016.

⁸⁷ *El Nacional*, 11/04/2016.

⁸⁸ ICG, 23/06/2016.

⁸⁹ ICG, 23/06/2016.

⁹⁰ Conférence de l'EHESS. Paula Vasquez-Lezama est docteure en anthropologie sociale et ethnologie à l'EHESS et chercheuse spécialiste du Venezuela au CNRS.

⁹¹ HRW, 31/10/2016.

⁹² PROVEA a été fondée en 1988 à Caracas.

⁹³ IRIN, 22/11/2016.

3.1.2. Rationnement de l'électricité

Au printemps 2016, la crise énergétique a eu de fortes conséquences sur le fonctionnement des services publics. L'impact du phénomène climatique El Niño a généré d'importantes sécheresses alors que l'essentiel de la production d'électricité est basée sur l'énergie hydraulique. Face à la contraction de la production, l'Etat rationne l'électricité.⁹⁴

Pour tenter de répondre à la crise énergétique, le gouvernement avait temporairement imposé une réduction du temps de travail à deux millions de fonctionnaires. En avril 2016, les autorités ont instauré des coupures d'électricité quotidiennes de quatre heures et une réduction de l'approvisionnement d'électricité. Le gouvernement avait également imposé la fermeture des écoles primaires le vendredi, et restreint les horaires d'ouverture de centres commerciaux et d'hôtels.⁹⁵

L'approvisionnement des fournisseurs publics est défaillant depuis de nombreuses années et affecte la majorité des ménages vénézuéliens.⁹⁶ Les critiques imputent la responsabilité de la crise énergétique aux orientations de la politique gouvernementale.⁹⁷

3.2. Aides étatiques

La pénurie d'aliments de base oblige 40% de la population à ne consommer que deux repas par jour.⁹⁸ Selon une enquête nationale réalisée en avril 2016, 86% des personnes interrogées déclaraient acheter moins d'aliments et 3 sur 5 d'entre elles affirmaient en acheter « beaucoup moins ». En février 2016, le nombre de personnes déclarant se nourrir une seule fois par jour est passé de 4,8% à 13,4%.⁹⁹

Des **Comités locaux de ravitaillement et de production** (*Comités Locales de Abastecimiento y Produccion, CLAP*) ont été créés pour répondre aux pénuries alimentaires. Il en existe 9 000 à travers le pays.¹⁰⁰ L'objectif est de lutter contre les revendeurs du marché noir, les *bachaqueros*, accusés par le gouvernement d'être à l'origine des pénuries.¹⁰¹

Les CLAP sont basés sur la structure des **conseils communaux** (*consejos comunales*)¹⁰² qui **répartissent les denrées alimentaires aux habitants des quartiers**. Ce réseau de distribution **oblige les Vénézuéliens à rejoindre les conseils communaux, des organisations locales chavistes, pour avoir accès à l'aide alimentaire**.¹⁰³ En 2016, les milices bolivariennes (MNB) ont été officiellement intégrées aux CLAP et s'occupent de la distribution de l'aide alimentaire.¹⁰⁴ Les CLAP ont été accusés de favoriser les zones chavistes dans l'attribution des aides. Certaines denrées auraient été revendues au secteur privé.¹⁰⁵ Les *colectivos* chavistes ont été accusés par le président de l'Assemblée nationale, Henry Ramon Allup, de détourner l'aide alimentaire

⁹⁴ ICG, 23/06/2016.

⁹⁵ El Tiempo, 08/04/2011 ; ICG, 23/06/2016 ; ARTE, 26/09/2016 ; La Nacion, 26/04/2016 ; ICG, 23/06/2016.

⁹⁶ El Tiempo, 08/04/2011.

⁹⁷ ICG, 23/06/2016 ; ARTE, 26/09/2016 ; La Nacion, 26/04/2016 ; ICG, 23/06/2016.

⁹⁸ IRIN, 22/11/2016.

⁹⁹ ICG, 23/06/2016.

¹⁰⁰ La Gran Ciudad, 29/05/2016.

¹⁰¹ El Nacional, 29/05/2016 ; BBC, 19/08/2015.

¹⁰² Les conseils communaux sont des organisations chavistes de quartier. Ils assurent un rôle de service communautaire au niveau local (services de soins, conseil de quartier etc.) Ils sont plus ou moins politisés et contrôlés par les autorités. Voir BBC, 05/04/2013.

¹⁰³ La Gran Ciudad, 29/05/2016.

¹⁰⁴ Globovision, 08/11/2016 ; Efecto Cocuyo, 12/09/2016 ; .

¹⁰⁵ La Gran Ciudad, 29/05/2016.

publique.¹⁰⁶ Dans certains quartiers où résident les classes moyennes, des habitants affirment être privés d'aides étatiques.¹⁰⁷

Le gouvernement souhaite diversifier les produits fournis par les comités de ravitaillement et distribuer des médicaments, des produits d'hygiène et des uniformes scolaires. Le décret du 16 mai 2016 instaurant un état d'exception a étendu le rôle des CLAP à des fonctions de « maintien de l'ordre, de contrôle et de vigilance ».¹⁰⁸

Nicolas Maduro, qui reconnaît que le pays traverse actuellement de graves difficultés économiques, minimise les effets des pénuries sur la population. Le ministre des Affaires étrangères, Delcy Rodríguez, a déclaré au Conseil permanent de l'OEA que les pénuries étaient des accusations visant à discréditer le gouvernement¹⁰⁹.

3.3. Droits de l'Homme

En novembre 2016, PROVEA a souligné les effets de la crise politique sur les libertés démocratiques (restrictions des pouvoirs parlementaires, poursuites contre l'opposition, violences à l'encontre des opposants, etc.) dans un appel cosigné par 700 organisations civiles et personnalités vénézuéliennes.¹¹⁰

Le 1^{er} octobre 2016, le Haut-Commissaire des Nations unies pour les droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exprimé ses inquiétudes au sujet de la situation des droits humains au Venezuela, en évoquant notamment les détentions arbitraires et l'instrumentalisation du pouvoir judiciaire.¹¹¹ En 2015, le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) a demandé au Venezuela de réintégrer le système de protection consacré par la Convention interaméricaine des droits de l'Homme. L'ECOSOC a, par ailleurs, dénoncé l'effondrement du secteur public de santé vénézuélien.¹¹²

Dans son rapport annuel de 2015, la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (IACHR) s'est alarmée de la condition des opposants politiques, des journalistes et des défenseurs des droits de l'Homme. Selon elle, la violence à l'encontre des journalistes s'est accrue en 2015.¹¹³ L'ONG vénézuélienne *Foro Penal Venezolano* a également dénoncé des agressions à l'encontre des défenseurs des droits de l'Homme.¹¹⁴

En 2016, HRW et AI ont dénoncé des atteintes aux libertés fondamentales (traitement inhumains et dégradants, conditions d'accès à juste et équitable, arrestations extrajudiciaires et détentions arbitraires) et aux droits civils et politiques (liberté d'expression, droit à manifester, élections et participation politique). HRW rapporte de nombreux cas de violences excessives et d'exactions de la part des forces de sécurité.¹¹⁵

¹⁰⁶ *Mundo24*, 11/07/2016 ; *El Mundo*, 03/06/2016.

¹⁰⁷ *El Nacional*, 29/05/2016 ; *La Gran Ciudad*, 29/05/2016.

¹⁰⁸ *El Nacional*, 29/05/2016.

¹⁰⁹ ICG, 23/06/2016.

¹¹⁰ PROVEA, 25/11/2016.

¹¹¹ *Infobae*, 01/10/2016.

¹¹² Conseil Economique et Social des Nations unies (ECOSOC), 07/07/2015.

¹¹³ IACHR, 2015.

¹¹⁴ *El Carabobeno*, 17/01/2016.

¹¹⁵ HRW, 31/10/2016 ; AI, 10/06/2016.

Bibliographie

(Les sites web ont été consultés en novembre et décembre 2016)

Organisations internationales

Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), « Observations finales concernant le troisième rapport périodique de la République bolivarienne du Venezuela », E/C.12/VEN/CO/3, 07/07/2015,

http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=E/C.12/VEN/CO/3&Lang=Sp

Commission interaméricaine des droits de l'Homme (IACHR), « Annual Report 2015 », chapitre IV – B Venezuela, 2015,

<http://www.oas.org/en/iachr/docs/annual/2015/doc-en/InformeAnual2015-cap4-Venezuela-EN.pdf>

Banque Mondiale, « Venezuela : Country At a Glance », 2015,

<http://www.worldbank.org/en/country/venezuela>

Institution nationale

Congressional Research Service (Etats-Unis), « Venezuela: Background and U.S. Relations », 22/08/2016,

http://flora.ofp/flora_doc/jsp/view/view_diaporama_report.jsp?recordId=doc:NOTICES:103388

Travaux universitaires et centres de recherche

LOCKHART Nicolas Falomir, « Accusations croisées de coup d'Etat au Venezuela », Chronique du Centre d'études interaméricaines (CEI), Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval, Québec (Canada), 11/2016,

http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/cei/fichiers/cei_npfl_nov2016_coupvenezuela.pdf

Centre d'études interaméricaines (CEI), « Venezuela : l'état d'urgence prolongé de 60 jours », chronique L'actualité des Amériques, Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval, Québec (Canada), 15/11/2016,

<http://www.cei.ulaval.ca/?pid=80&p=1988>

International Crisis Group (ICG), « October 2016 Global Overview », 10/2016,

<https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/october-2016>

International Crisis Group (ICG), « Venezuela : al borde del precipicio », Informe breve sobre América Latina n°35, 23/06/2016,

<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/b45-venezuela-edge-of-the-precipice-spanish.pdf>

Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), conférence de l'EHESS avec VASQUEZ-LEZAMA Paula et COUFFIGNAL Georges, « La crise vénézuélienne : comprendre l'effondrement du modèle bolivarien », Paris, Agenda du Politique n°21, 15/06/2016, <https://www.youtube.com/watch?v=dlc8amk4kes>

International Crisis Group (ICG), « Un desastre evitable », Breve informe sobre América Latina n°33, 30/07/2015,

<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/b33-venezuela-unnatural-disaster-spanish.pdf>

SARR Mamadou Lamine, « Crise au Venezuela : un enjeu de taille pour la stabilité de l'Amérique Latine », Chronique du Centre d'études interaméricaines (CEI), Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval, Québec (Canada), 03/2015,

http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/cei/fichiers/cei_mls_venezuela_mars2015.pdf

LUDENA E.R., « Ceux qui sont en jeu au Venezuela. La crise vénézuélienne saisie par ses acteurs », Observatoire politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes (OPALC)/CERI, Institut d'études politiques de Paris, 26/03/2014,

<http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/Ceux%20qui%20sont%20en%20jeu%20au%20Venezuela3.pdf>

NAGEL J.C., « Venezuela : A Crisis Threee Years in The Making », Université Los Andes (Chili), *Caribbean Journal of International Relations & Diplomacy*, 03/2014, Vol. 2, n°1, p. 75-88, <http://libraries.sta.uwi.edu/journals/ojs/index.php/iir/article/view/454/400>

International Crisis Group (ICG), « Venezuela : una casa dividida », *Boletín sobre América Latina* n°28, 16/05/2013, <https://www.crisisgroup.org/es/latin-america-caribbean/andes/venezuela/venezuela-los-riesgos-de-una-casa-dividida>

Think tanks

VENTURA Christophe, « Venezuela : les enjeux nationaux et régionaux de la bataille en l'opposition et Nicolas Maduro », Paris, Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), 28/10/2016, <http://www.iris-france.org/82611-venezuela-les-enjeux-nationaux-et-regionaux-de-la-bataille-entre-lopposition-et-nicolas-maduro/>

Stratfor, "For Venezuela, a Debt Default Trigger Is Armed", 01/09/2016,

<https://www.stratfor.com/geopolitical-diary/venezuela-debt-default-trigger-armed>

ONG

Programa Venezolano de Educacion-Accion en Derechos Humanos (PROVEA), Buletin International de Derechos Humanos, n°32, 25/11/2016,

<https://www.derechos.org/ve/web/wp-content/uploads/Boletin32.pdf>

Human Rights Watch (HRW), "Venezuela : Universal Periodic Review », 31/10/2016,

<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=printdoc&docid=5820b5eb4>

Amnesty International (AI), « Venezuela : stubborn politics accelerate catastrophic humanitarian crisis », 10/06/2016,

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/06/venezuela-stubborn-politics-accelerate-catastrophic-humanitarian-crisis/>

Foro Penal Venezolano, « Foro Penal registro 41 detenciones durante manifestacion opositora del 18M », 19/05/2016, <https://foropenal.com/node/2429>

Médias

Integrated Regional Information Networks (IRIN), « Venezuelans forced to live off scraps, but aid shut out », 22/11/2016,

<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=printdoc&docid=58355d984>

La Nacion, « Maniatada por el chavismo, la oposicion busca ahora revocatorio popular », 19/11/2016,

<http://www.lanacion.com.ar/1957623-maniatada-por-el-chavismo-la-oposicion-busca-ahora-un-revocatorio-popular>

Globovision, « Gobierno activo Plan Espacial Contra especulacion junto a CLAP y Sndde », 08/11/2016, <http://globovision.com/article/maduro-encabeza-instalacion-del-comite-operativo-productivo-obrero>

<http://globovision.com/article/maduro-encabeza-instalacion-del-comite-operativo-productivo-obrero>

The Atlantic, « How Much Longer Can Venezuela Go on Like This ? », 29/10/2016,

<http://www.theatlantic.com/international/archive/2016/10/venezuela-maduro-chavez-protest-caracas/505874/>

Les Echos, « Venezuela : le géant pétrolier obtient un répit », 27/10/2016,

<http://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/0211433724185-venezuela-le-geant-petrolier-obtient-un-repit-2038274.php>

Radio France Internationale (RFI), « La crise au Venezuela en six grandes dates », 27/10/2016, <http://www.rfi.fr/ameriques/20161027-crise-venezuela-six-grandes-dates-maduro-opposition-inflation-penuries>

<http://www.rfi.fr/ameriques/20161027-crise-venezuela-six-grandes-dates-maduro-opposition-inflation-penuries>

Le Monde, « Venezuela : la crise politique en trois questions », 26/10/2016,

http://www.lemonde.fr/international/article/2016/10/26/la-crise-au-venezuela-en-trois-questions_5020772_3210.html

The Economist, « Venezuela government debt : running out of time », 22/10/2016,

<http://www.economist.com/news/finance-and-economics/21709042-devastating-spiral-continues-running-out-time>

British Broadcasting Company (BBC), « El CNE paraliza el referéndum revocatorio a Nicolas Maduro », 21/10/2016,

<http://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-37723172>

Mediapart (blog), « Le Venezuela au bord du précipice », 03/10/2016,

<https://blogs.mediapart.fr/yves-besancon/blog/021016/le-venezuela-au-bord-du-precipice>

Infobae, « ONU : 'nos preocupa mucho la situacion de los derechos humanos en Venezuela' », 01/10/2016,

<http://www.infobae.com/america/america-latina/2016/10/01/onu-nos-preocupa-mucho-la-situacion-de-los-derechos-humanos-en-venezuela/>

ARTE, « Venezuela : quatre années de crise », 26/09/2016,

<http://info.arte.tv/fr/venezuela-quatre-annees-de-crise>

France Culture, « Comprendre la crise au Venezuela en sept dates », 17/09/2016,

<https://www.franceculture.fr/politique/comprendre-la-crise-au-venezuela-en-sept-dates>

El Mundo, « Venezuela retrasa el anuncio de la fecha del referéndum revocatorio », 16/09/2016,

<http://www.elmundo.es/internacional/2016/09/16/57dbc168e5fdea365c8b45cc.html>

Efecto Cocuyo, « Comunidades no saben qué papel jugara la milicia en los CLAP », 12/09/2016,

<http://efectococuyo.com/economia/comunidades-no-saben-que-papel-jugara-la-milicia-en-los-clap>

Infobae, « Las mejores fotos de la toma de Caracas », 01/09/2016,

<http://www.infobae.com/america/fotos/2016/09/01/fotos-toma-de-caracas-nicolas-maduro-el-pueblo-venezolano-tomo-caracas-multitudinaria-protesta-contra-el-gobierno-chavista/>

VICE News, « Hoy es la « Toma de Caracas », el dia mas importante para la oposicion », 01/09/2016,

<https://news.vice.com/es/article/toma-de-caracas-dia-importante-oposicion-venezuela>

Globovision, « Toma de Caracas », 23/08/2016,

<http://globovision.com/article/toma-de-caracas>

VICE News, « Documenting Post-Chavez Venezuela », 09/08/2016,

<http://www.vice.com/read/documenting-post-chavez-chaos-in-venezuela-natalie-keyssar-v23n5>

El Mundo, « El chavismo retrasa el revocatorio a 2017 para salvarse », 09/08/2016,

<http://www.elmundo.es/internacional/2016/08/09/57aa31ffe2704e95108b4570.html>

Europapress, « La Asamblea nacional rechaza la decision del TSJ de anular sus actuaciones », 07/09/2016,

<http://www.europapress.es/internacional/noticia-asamblea-nacional-rechaza-decision-tsj-venezolano-anular-actuaciones-20160907101137.html>

La Nacion, « Morir haciendo fila en Venezuela : las colas que, ademas de largas, son cada vez mas peligrosas », 12/07/2016,

<http://www.lanacion.com.ar/1917677-crisis-venezuela-colas-violencia>

Mundo24, « Colectivos del Psuvestan revidiendo las bolsas de los CLAP en Libertador »,

11/07/2016, <http://mundo24.net/colectivos-del-psuv-estan-revendiendo-las-bolsas-los-clap-libertador/>

The Atlantic, « What's At Stake in Venezuela's Economic Crisis », 05/07/2016,

<http://www.theatlantic.com/business/archive/2016/07/venezuela-economic-crisis/490031/>

France Culture, « Venezuela : le régime est-il condamné ? », 06/06/2016,

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/les-enjeux-internationaux-lundi-6-juin-2016>

El Mundo, « Ramos Allup : Colectivos y CLAP « decomisan » comida que espera la poblacion », 03/06/2016, <http://www.elmundo.com.ve/noticias/economia/politica/ramos-allup--colectivos--y-los-clap--decomisan--co.aspx>

El Nacional, « La discriminacion politica opera en los CLAP al distribuir comida », 29/05/2016,

http://www.el-nacional.com/siete_dias/discriminacion-politica-CLAP-repartir-alimentos_0_856114474.html

La Gran Ciudad, « Las bolsas y los CLAP, una buena ayuda en tiempos de crisis aunque existe discriminación y no alcanza para todos », 29/05/2016, <http://lagranciudad.net/home/249461-2/>

Efecto Cocuyo, « La historia de como detuvieron a cada uno de los ocho detenidos por agredir a 3 PNB », 26/05/2016, <http://efectococuyo.com/efecto-cocuyo/la-historia-de-como-detuvieron-a-cada-uno-de-los-8-imputados-por-agredir-a-la-pnb>

El Nacional, « la brutal tortura a Jheremy Lugo uno de los detenidos del 18M », 26/05/2016, http://www.el-nacional.com/politica/Jheremy-Lugo-victima-Nicolas-Maduro_0_854914576.html

Les Echos, « Le Venezuela liquide son or pour rembourser sa dette », 26/05/2016, http://www.lesechos.fr/26/05/2016/LesEchos/22199-131-ECH_Le-venezuela-liquide-son-or-pour-rembourser-sa-dette.htm

El Nacional, « 800.000 firmas en riesgo por cinco nuevas etapas de validación », 20/05/2016, http://www.el-nacional.com/politica/firmas-riesgo-nuevas-etapas-validacion_0_850715230.html

El Espanol, « Venezuela, un estado fallido », 17/05/2016, http://www.lespanol.com/opinion/20160516/125377464_14.html

El Periodico, « El Gobierno de Venezuela rechaza un referéndum para revocar el mandato de Maduro », 16/05/2016, <http://www.elperiodico.com/es/noticias/internacional/gobierno-venezuela-rechaza-convocatoria-referendum-nicolas-maduro-5134569>

The New York Times, « Dying Infants and No Medicine: Inside Venezuela's Failing Hospitals », 15/05/2016, http://www.nytimes.com/2016/05/16/world/americas/dying-infants-and-no-medicine-inside-venezuelas-failing-hospitals.html?_r=0

El Nacional, « Venezuela : ¿ como es vivir en un Estado fallido ? », 15/05/2016, http://www.el-nacional.com/moises_naim/Venezuela-vivir-fallido_0_847115480.html

La Nacion, « Por la crisis de electricidad, los empleados públicos de Venezuela trabajarán solo los lunes y martes », 26/04/2016, <http://www.lanacion.com.ar/1893044-por-la-tesis-de-electricidad-los-empleados-publicos-de-venezuela-trabajaran-solo-los-lunes-y-martes>

El Nacional, « Federación Médica de Caracas : hay más de 90% de escasez de medicina en hospitales », 11/04/2016, http://www.el-nacional.com/sociedad/Federacion-Medica-Venezuela-medicinas-hospitales_0_827917373.html

Construyen Pais, « Stalin Gonzalez : En crisis los servicios públicos de Venezuela », 18/04/2016, <http://construyenpais.com/stalin-gonzalez-tesis-los-servicios-publicos-venezuela/>

Capital, « 10 chiffres pour comprendre l'effondrement du Venezuela », 16/02/2016, <http://www.capital.fr/bourse/actualites/10-chiffres-pour-comprendre-l-effondrement-du-venezuela-1103569>

El Carabobeno, « Cuando defender los derechos humanos es de alto riesgo », 17/01/2016, <http://www.el-carabobeno.com/Cuando-defender-los-derechos-humanos-es-de-alto-riesgo/>

El País, « ¿ Quiénes forman en Venezuela la Mesa de Unidad Democrática ? », 07/12/2015, http://internacional.elpais.com/internacional/2015/12/07/actualidad/1449484635_471219.html

BBC, « ¿ Quiénes son los 'bachaqueros' que el gobierno de Venezuela culpa de la escasez ? », 19/08/2015, http://www.bbc.com/mundo/noticias/2015/08/150818_venezuela_bachaqueros_dp

RTVE, " Cuatro claves para entender la crisis en Venezuela", 31/05/2015, <http://www.rtve.es/noticias/20160531/claves-tesis-politica-venezuela/1351458.shtml>

BBC, « La verdadera dimensión de la escasez en Venezuela », 14/05/2015, http://www.bbc.com/mundo/noticias/2015/05/150512_venezuela_escasez_reportaje_dp

Courrier International, « Au Venezuela, il est moins cher d'importer du pétrole que d'en produire », 17/10/2014, <http://www.courrierinternational.com/article/2014/10/17/au-venezuela-il-est-moins-cher-d-importer-du-petrole-que-d-en-produire>

La Patilla, « La vida del venezolano es un caos, servicios públicos colapsan ante indiferencia del gobierno », 30/06/2014, <http://www.lapatilla.com/site/2014/06/30/la-vida-del-venezolano-es-un-caos-servicios-publicos-colapsan-ante-indiferencia-del-gobierno/>

Foreign Affairs, « Crime and punishment in Venezuela – Letter from Caracas », 27/02/2014, <https://www.foreignaffairs.com/articles/venezuela/2014-02-27/crime-and-punishment-venezuela>

Reuters, « Venezuela opposition demands vote recount, protests flare », 15/04/2013, <http://www.reuters.com/article/us-venezuela-election-idUSBRE93C0B120130415>

BBC, « Consejos comunales en Venezuela : ¿ estado paralelo o democracia participativa ? », 05/04/2013, http://www.bbc.com/mundo/noticias/2016/04/160405_venezuela_consejos_comunales_psvv_partido_comunista_socialismo_mr

Foreign Affairs, "Maduro Moves Up : Venezuela After Chavez", 12/03/2013, <https://www.foreignaffairs.com/articles/venezuela/2013-03-12/maduro-moves>

El Tiempo, « Que pasa en Venezuela con los servicios públicos ? », 08/04/2011, <http://eltiempo.com.ve/opinion/otras-vozes/que-pasa-en-venezuela-con-los-servicios-publicos/18123>

Autres

Moniteur du Commerce International (MOCI), « Venezuela », s.d., <http://www.lemoci.com/fiche-pays/venezuela/>